



SECTION INDRE-ET-LOIRE

Emplois, Austérité, Conditions de travail

SAVOIR DIRE STOP

Les organisations syndicales nationales ont décidé de faire du 13 décembre 2011 une journée d'action pour dire non à la crise et d'impulser l'élan nécessaire pour favoriser d'autre choix que la rigueur.

Les plans d'austérité se suivent et se ressemblent !

Septembre : taxe sur les complémentaires santé, baisse de l'intéressement et de la participation, taxe alcool, tabac et boissons sucrées, hausse de la CSG notamment pour les personnes en congé parental, hausse des prélèvements sur les Plans d'épargne logement et contrats d'assurance-vie...

Novembre : santé toujours plus chère, prestations sociales et aides au logement ne suivant pas l'inflation, hausse de la TVA par exemple pour l'entretien donc hausse sur le loyer des HLM, pressions sur les collectivités locales pour diminuer les services publics, recul de l'âge de la retraite, instauration d'un jour de carence dans la Fonction publique...

Cette cure d'austérité augmente de 325€ par an les dépenses d'un Smicard, tandis que les riches contribuent très peu et récupèrent 2 300 millions € de baisse de l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune.

Les riches sont tellement riches qu'ils ne savent plus comment dépenser.

Ils n'investissent plus dans les entreprises, qui ferment et licencient.

Les richesses vont de moins en moins vers les salaires et de plus en plus vers les profits depuis près de 30 ans, sous la pression du chômage : les dividendes aux actionnaires ont été multipliés par 2,7 depuis 1982, ce qui alimente la spéculation.

Ces plans d'austérité s'accompagnent d'une campagne de dénigrement des services publics et distille la rumeur que la réduction du nombre d'emplois public est une évidence.

A ce titre, la DGFIP va perdre 2438 emplois en 2012 (rappel : 2667 emplois supprimés en 2011, 2565 en 2010, 2340 en 2009) soit depuis 2002, 24591 emplois sacrifiés

Au niveau du département, ce sont 34 emplois qui disparaissent.

Le plan de qualification (transformations de postes de C en B et de B en A) ne parvient pas à rectifier la tendance, le solde nette par catégorie faisant apparaître

1 suppression de poste en cadre A, 4 créations en cadre B et 25 suppressions en cadres C

Nous ne pouvons accepter un tel pillage des ressources humaines de notre administration, avec les conséquences induites sur les conditions de vie au travail et d'exercice des missions

Cette journée doit être le point de départ d'action unitaire à venir courant janvier, le CTL sur les suppressions d'emplois devant être, à notre sens, le point culminant de la mobilisation de début d'année.

C'est pourquoi nous appelons à rejoindre fortement la journée d'action du 13/12/2011.

Nous ne paierons pas leur crise !

Tous et toutes en grève et dans la rue

Le Mardi 13 Décembre 2011

à 10h00

Manifestation

Départ de la place Anatole France à TOURS

